

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Transport interurbain : le gouvernement prêcherait-il dans le désert ?

**LES** autorités gouvernementales ont interdit toutes les sorties et entrées du Grand Libreville, pour limiter les risques de propagation du Covid-19 à l'intérieur du pays. Dans la pratique, certaines agences de transport en commun ont développé un réseau illicite pour continuer à exercer leurs activités. Le tout, en augmentant les tarifs, en violation de la mesure gouvernementale. Regard.

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU  
Libreville/Gabon

**J'**AI été contraint de devoir rejoindre mon lieu de service (...) dans la région de Makokou. J'ai longtemps cherché une occasion certes, mais j'ai fini par l'avoir et le 30 mai, j'ai pu rallier l'Ogooué-Ivindo." C'est le témoignage de Fiacre, instituteur bloqué à Libreville. Comment a-t-il fait pour regagner son lieu de travail, étant donné qu'une mesure gouvernementale interdit les sorties et entrées du Grand Libreville, sauf dérogation spéciale du ministère de l'Intérieur ?

Il est simplement parti, comme de nombreux passagers ce jour-là, dans les PK. Il a tenté sa chance et celle-ci lui a souri. Dans les PK, disions-nous, il ne se passe pas un jour sans qu'une agence de transport terrestre ne procède au chargement de passagers à destination de l'intérieur du pays. Et toutes les compagnies qui desservent, par exemple, les provinces du Moyen-Ogooué, de la Ngounié, de la Nyanga, de l'Ogooué-Ivindo, voire du Woleu-Ntem, sont concernées. Le tout, de façon tout à fait illégale, et donc sans autorisation spéciale de circuler. Ainsi, certains transporteurs interurbains n'en ont cure de la mesure interdisant toute sortie et entrée du Grand Libreville,

et continuent de faire leur petit métier. Le réseau semble bien huilé. "Ce désordre, mécaniquement entretenu par les agents des forces de défense et de sécurité affectés dans les postes de contrôle que l'on trouve sur la route, serait vecteur de la propagation du nouveau coronavirus à l'intérieur du pays", croit savoir un interlocuteur. Ce d'autant plus que, parmi ces personnes qui sortent frauduleusement de Libreville, le plus grand foyer de la pandémie, il y en a qui sont probablement contaminées au coronavirus.

Plus grave, dans cette situation, les forces de l'ordre fermeraient les yeux, succombant à l'appât du gain. Les transporteurs traversent ainsi, en toute quiétude, la vingtaine de postes de contrôle installés le long des différents trajets. Après avoir, assurément, "salué le képi du chef à hauteur de 10 000 FCFA au

moins", relate une source au fait de la situation. C'est d'ailleurs l'une des raisons fondamentales, en plus de la mesure gouvernementale limitant le nombre de places dans les véhicules à usage de transport en commun, qui expliquerait l'augmentation vertigineuse du prix de transport interurbain. C'est ainsi que les portefeuilles des usagers à destination ou en provenance de l'intérieur du pays sont à chaque fois vidés, jusqu'au dernier centime, par les responsables de ces agences de transport terrestre. La semaine dernière, par exemple, ceux en partance de Makokou, le chef-lieu de la province de l'Ogooué-Ivindo, ont sérieusement saigné».

commun, qui expliquerait l'augmentation vertigineuse du prix de transport interurbain. C'est ainsi que les portefeuilles des usagers à destination ou en provenance de l'intérieur du pays sont à chaque fois vidés, jusqu'au dernier centime, par les responsables de ces agences de transport terrestre. La semaine dernière, par exemple, ceux en partance de Makokou, le chef-lieu de la province de l'Ogooué-Ivindo, ont sérieusement saigné. " En plus des 50 000 FCFA du ticket de voyage, le chauffeur demande chaque fois aux clients d'ajouter de



C'est par petits groupes que plusieurs transporteurs chargent leurs véhicules dans les PK.

l'argent, pour mouiller la barbe des agents dans les postes de contrôle, notre véhicule n'ayant pas de laissez-passer. Au total pour ce voyage, chacun de nous a déboursé environ 70 000 FCFA", raconte Fiacre, l'instituteur en service à Makokou.

Dans ce transport illicite, quelques véhicules des particuliers ont également trouvé un bon filon. Ces derniers, ayant des autorisations spéciales de circuler, profitent de la baisse d'activité observée dans les transports en commun pour se

remplir les poches. D'aucuns pensent d'ailleurs que leur implication participe à faire augmenter les prix du transport interurbain.

De quoi se poser la question: Le gouvernement prêcherait-il finalement dans le désert ?

## L'étrange porosité des postes de contrôle

CNB  
Libreville/Gabon

**"M**ÊME sans autorisations spéciales de circuler, certains prennent le risque de lancer le bus, et là, il faut préparer la poche. Parce qu'à chaque poste de contrôle, tu as au moins 10 000 francs à déboursier", déclare Éric, gérant d'une agence de transport au marché Banane. C'est à ce jeu que se livrent de nombreux transporteurs. En effet, quasiment chaque semaine, des personnes sortent de Libreville pour se rendre à l'in-

térieur du pays, quand d'autres font le sens inverse. Et c'est par le biais de véhicules, détenteurs ou non d'autorisation spéciale de circuler, que ces passagers trouvent le moyen de se mouvoir entre Libreville et l'intérieur du pays. Les transporteurs, qui ne disposent pas du précieux sésame, sont obligés de puiser dans les portefeuilles de leurs clients pour obtenir le droit de passage auprès des agents affectés aux postes de contrôle établis le long de la route nationale. Ce qui fait qu'un client peut déboursier 70 000 francs entre Libreville et Makokou. Tandis que celui

se rendant à Oyem, Mouila ou Lébamba, paiera jusqu'à 30 000 francs.

Mais au-delà de l'augmentation des tarifs, liée semble-t-il à la réduction du nombre de passagers pour cause de Covid-19, ces mouvements intempestifs de véhicules, qui se font en violation de la mesure gouvernementale interdisant les déplacements entre le Grand Libreville et l'arrière-pays, ne seraient pas étrangers à la propagation du virus dans les autres localités du Gabon. Les gouvernants sont ici, une fois de plus, interpellés.